Extrait du UNSA Fonction publique

http://www.unsa-fp.org/?Annonces-du-7-fevrier-le-compte-n

Annonces du 7 février : le compte n'y est toujours pas

- Carrière -

Date de mise en ligne : vendredi 8 février 2013

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

Dans le cadre de l'agenda social, sept rencontres de bilans sur tous les aspects des carrières se sont déroulées depuis octobre 2012. La réunion du 7 février, présidée par Marylise Lebranchu, avait pour but de présenter aux fédérations de fonctionnaires les sujets qui seront abordés dans le cadre des négociations qui vont débuter.

Marylise Lebranchu a apporté une réponse pour la catégorie C en annonçant l'abandon immédiat du contingentement du 8ème échelon qui pénalisait la filière administrative et la filière médico-sociale.

- Elle a annoncé une réforme du système des grilles et un rééquilibrage de la rémunération entre la part indemnitaire, trop importante, et la part indiciaire. Dans ce contexte la PFR serait revue. Elle a par ailleurs annoncé une réforme du Supplément Familial de Traitement et de l'Indemnité de résidence.

- Elle a dit que le jour de carence était un dispositif « *inéquitable* » et qu'elle allait transmettre au Premier ministre un rapport des employeurs publics pour "*dépasser cette situation*".

- Enfin, elle a indiqué que, compte tenu du contexte, l'augmentation du point d'indice n'était pas possible en 2013. Le gouvernement renvoie la possibilité d'augmentations générales à un retour de la croissance. En revanche, elle a précisé que cela ferait partie de la négociation.

L'UNSA Fonction publique a exprimé les positions suivantes :

- satisfaction des mesures concernant les catégories C que nous revendiquions fortement ;

- intérêt (sous bénéfice d'inventaire dans le futur accord de méthode) pour une négociation globale pluriannuelle, en y intégrant pour notre part la question de la requalification des personnels « sous-classés » par rapport à leurs missions effectives ;

- exigence d'une abrogation dans un délai rapide de l'injuste jour de carence (même si nous avons senti une certaine « ouverture », mais qui doit être confirmée) ;

- refus d'une nouvelle « année blanche » en matière de revalorisation de la valeur du point d'indice. Elle pénalise tous les agents quelle que soit leur catégorie, qu'ils soient titulaires ou contractuels.

Une prochaine rencontre entre la ministre de la Fonction publique et les organisations de la Fonction publique devrait avoir lieu dans un mois.

Copyright © UNSA Fonction publique